

# REVUE DE PRESSE

6 juin 2024

**JOURNAUX** **PRESSE** **Radio** information  
télé  
*MÉDIAS* *Médias*  
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,  
la FCSSQ détient une licence autorisant une  
redistribution électronique restreinte de ce document.



**La Fédération**  
des centres de services  
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

**influence**

## ACTUALITÉS

III POLITIQUE QUÉBÉCOISE

# Drainville et Nadeau-Dubois se chamaillent sur l'école privée

Le ministre de l'Éducation a rappelé que le chef parlementaire de Québec solidaire a fréquenté un établissement privé

FRANÇOIS CARABIN  
CORRESPONDANT PARLEMENTAIRE  
À QUÉBEC  
LE DEVOIR

Le Salon bleu a pris des airs de cour d'école, mercredi, après que le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, eut accusé le porte-parole de Québec solidaire (QS) Gabriel Nadeau-Dubois de « se draper dans la grande vertu » au sujet de l'école à trois vitesses malgré son éducation au privé.

Interrogé par la députée solidaire Ruba Ghazal sur les coûts des cours de rattrapage au secondaire, M. Drainville a profité de sa prise de parole en période des questions pour prendre à partie « GND », qui avait passé plusieurs minutes à talonner le premier ministre François Legault sur le système scolaire « à trois vitesses ».

« Petit commentaire sur les écoles privées, là : le chef de QS, qui est allé à l'école privée, il a-tu un commentaire à faire là-dessus ? » a-t-il demandé depuis son côté de la Chambre. « Je vais citer : "École privée, le chef de Québec solidaire rattrapé par son passé." Bien oui, il est allé à Regina Assumpta. »

Des propos qui ont suscité l'ire du principal intéressé. Hors de lui, M. Nadeau-Dubois s'est même levé

derrière son pupitre pour houspiller le ministre de l'Éducation. Après une nouvelle intervention de M. Drainville, la présidente de l'Assemblée nationale, Nathalie Roy, a dû intervenir pour calmer les esprits.

En mêlée de presse quelques minutes plus tard, le député solidaire a convenu qu'il avait « eu de la chance dans la vie », avant de reprocher à M. Drainville de s'être livré à de « petites attaques personnelles » au Salon bleu. « Je n'ai rien à reprocher à mes parents, qui ont fait les choix qu'ils ont faits il y a 15 ans en fonction des valeurs qui étaient les leurs, a-t-il dit. Je suis fier d'où je viens, je suis fier des choix que mes parents ont faits pour moi. »

Bien qu'il ait trouvé que les propos du ministre n'étaient « pas à la hauteur » de sa fonction, le chef parlementaire de Québec solidaire n'a pas demandé d'excuses de sa part.

« Ça m'a fait réagir, parce que je trouve que c'est une manière très petite de faire diversion d'un débat de société qui est important pour le Québec, a-t-il ajouté. Moi, je n'attaquerai pas Bernard Drainville ni aucun des ministres de la CAQ sur les choix qu'ils ont faits pour l'éducation de leurs enfants. Je m'attendrais à ce que le ministre de l'Éducation soit capable de répondre sur le sujet. »

Interpellé avant une réunion du Conseil des ministres, M. Drainville n'a pas voulu répondre aux questions des médias parlementaires.

En 2012, quand il était ministre au sein du gouvernement péquiste de Pauline Marois, Bernard Drainville avait lui-même confirmé par l'entremise d'une attachée de presse qu'il avait fait « le libre choix d'envoyer [ses] enfants au privé », comme le ministre de l'Éducation, Pierre Duchesne. Ce dernier s'était d'ailleurs fait reprocher de ne pas suivre le devoir d'« exemplari-



té » fixé par sa cheffe, M<sup>me</sup> Marois, lors de la campagne électorale précédente, soit d'« envoyer ses enfants à l'école publique ».

Québec solidaire demande la fin des subventions publiques aux écoles privées. La semaine dernière, Ruba Ghazal a également exigé que prenne fin la sélection basée sur les notes, le comportement ou l'argent pour accéder aux programmes particuliers dans les écoles publiques.

**Je n'ai rien  
à reprocher  
à mes  
parents, qui  
ont fait les  
choix qu'ils  
ont faits  
il y a 15 ans**

GABRIEL NADEAU-  
DUBOIS

# Mais pas trop souvent dans les classes d'école

**DOMINIQUE SCALI**  
Le Journal de Montréal

Le mercure est encore une fois monté au-dessus de 29 °C et même de 30 °C dans plusieurs classes de Montréal, hier, alors que certaines étaient en plein examen ministériel de français.

« On ferme les lumières dans l'école. Tout ce qui peut générer de la chaleur, on l'évite », témoigne Magalie\*, qui enseigne au primaire à Montréal.

Dans son école, située en milieu défavorisé, le mercure est monté au-dessus de 30 °C dans certains locaux de l'étage supérieur.

Or, c'est à cet étage que se trouvent les classes de la fin du primaire, où avaient lieu les épreuves ministérielles de français hier.

## REFROIDIS AUX MR FREEZE

Il s'agit de la deuxième vague de chaleur dans les écoles en moins de deux semaines. Des enseignants avaient rapporté au *Journal* devoir gérer la chaleur suffocante « avec des Mr Freeze », alors qu'on était encore au mois de mai. L'été commence officiellement le 20 juin.

Les élèves d'Antoine\* étaient eux aussi en examen de lecture hier, alors qu'il faisait 28 °C avec un taux d'humidité de plus de 50 % dans son local, où « le ventilateur fait plus de bruit que de vent ».

« On ne pouvait pas ouvrir les fenêtres parce que c'était la récré et que ça criait dehors », raconte-t-il. « J'ai un "pouch-pouch". J'arrose mes élèves quand ils me le demandent. »

« Il y a des élèves qui demandent à sortir [du local] parce qu'ils ne se sentent

pas très bien », témoigne Xavier\*, un enseignant du secondaire qui a enregistré une température de 29,6 °C hier.

Son cours était consacré à de la « révision très très importante » en vue de l'examen ministériel d'histoire du 17 juin.

« On est un peu inquiets. S'il fait chaud comme ça le 17 juin... », commence celui qui songe à apporter des gourdes fraîches aux élèves. « En même temps, s'ils boivent trop, ils auront envie d'aller aux toilettes pendant l'examen », soupèse-t-il.

## LE RÔLE DE QUI ?

Les épisodes de chaleur en mai, en juin et en septembre sont maintenant plus fréquents qu'ils ne l'étaient par le passé. Beaucoup d'écoles de la métropole ont été construites à une époque où on tenait pour acquis que ces vagues n'arriveraient que quelques jours dans l'année scolaire, ce qui n'est plus le cas.

Plusieurs des enseignants interrogés se sont dits perplexes devant les commentaires récents du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, qui invite les directions d'école à faire preuve de souplesse devant les initiatives de parents pour faire installer des climatiseurs.

« On a vraiment le sentiment que les politiciens font des économies au détriment de la réussite scolaire des élèves », dit Éliane\*, qui enseigne au primaire dans une classe où il faisait au-dessus de 26 °C hier.

*\*Noms fictifs. Les enseignants interrogés ont demandé l'anonymat pour éviter de subir des représailles de leur centre de services scolaire.*

# Commission spéciale sur les jeunes et les écrans: le PQ déplore les délais

Caroline Plante, La Presse Canadienne

QUÉBEC - La commission spéciale sur le temps d'écran des jeunes, qui sera vraisemblablement mise sur pied cet automne, n'aura pas à remettre son rapport avant mai 2025, déplore le Parti québécois (PQ).

En entrevue mercredi, le chef du PQ, Paul St-Pierre Plamondon, a dénoncé le fait que la Coalition avenir Québec (CAQ) veuille prendre plusieurs mois pour étudier l'impact des écrans et des médias sociaux sur la santé des jeunes.

M. St-Pierre Plamondon fait valoir que ces impacts sont déjà connus et bien documentés. Il plaide pour que la commission mène ses travaux en accéléré pour que des mesures concrètes soient mises en place dès janvier 2025.

On est dans un bras de fer entre le PQ et la CAQ sur la question des délais. En France, on a fait l'évaluation en un mois de cette question-là pour se donner rapidement les moyens d'agir, a-t-il souligné.

Il faut se donner trois, quatre mois, mais pas une histoire qui dure des années. La CAQ insiste pour qu'on planifie ça sur un an, ça nous reporterait à mai prochain, ce qui veut dire qu'il n'y aura aucune mesure avant septembre 2025. C'est inacceptable, a-t-il martelé.

Au bureau du leader parlementaire du gouvernement, Simon Jolin-Barrette, on répond que des discussions sont toujours en cours avec les partis d'opposition.

Nous déplorons la sortie du chef du PQ, qui souhaite précipiter les travaux et ne donner que quelques mois à la commission pour accomplir son mandat qui est large, a-t-on affirmé dans un courriel envoyé à La Presse Canadienne.

Nous devons prendre le temps nécessaire pour bien faire les choses et pour documenter adéquatement la situation qui prévaut au Québec.

Rappelons qu'il s'agit d'un dossier sensible, important et qui aura ultimement des impacts sur nos enfants. Nous invitons donc le PQ à collaborer plutôt que de politiser le processus que l'on souhaite transpartisan, a-t-on ajouté.

Le 25 mai dernier, pressé par l'aile jeunesse de son parti, le premier ministre François Legault a proposé de créer une commission spéciale transpartisane, à l'image de la commission Mourir dans la dignité, qui se pencherait sur les enjeux entourant les écrans.

M. Legault est accusé par le PQ de souffler le chaud et le froid sur cette question, dans la mesure où il n'hésite pas à qualifier les médias sociaux de pushers virtuels, tout en ridiculisant certaines propositions du PQ, comme celle d'instaurer une majorité numérique.

Cette proposition a d'ailleurs été reprise par l'aile jeunesse de la CAQ, avant d'être battue en conseil général, le mois dernier.

De plus en plus d'études montrent que l'utilisation des écrans par les jeunes est nocive pour leur santé. L'an dernier, le médecin en chef des États-Unis affirmait que les réseaux sociaux sont le moteur d'une crise nationale en santé mentale des jeunes.

La commission spéciale proposée par M. Legault doit se pencher sur: le temps d'écran des jeunes, les mesures d'encadrement, notamment à l'école, l'accès aux réseaux sociaux, la cyberintimidation et l'accès des mineurs à la pornographie sur le web.

# QS veut entendre les jeunes à la commission spéciale sur les écrans

Par Olivier Bossé, Le Soleil

**Les jeunes doivent absolument avoir leur mot à dire dans le cadre de la commission parlementaire spéciale sur les écrans qui se tiendra à l'Assemblée nationale, réclame Québec solidaire.**

Poussé par des propositions du Parti québécois et de l'aile jeunesse de son parti, la Coalition avenir Québec, le premier ministre François Legault a confirmé la tenue d'une commission parlementaire spéciale sur les écrans et les jeunes, fin mai.

Cet automne, les élus qui siégeront à cette commission transpartisane étudieront l'impact des écrans et des médias sociaux sur la santé des jeunes.

La nécessité d'instaurer d'une majorité numérique obligatoire fait partie des principaux enjeux sur lesquels la commission se penchera.

Le rapport final de la commission est attendu à l'hiver ou au printemps 2025.

Pas juste des adultes

Député solidaire d'Hochelaga-Maisonneuve, Alexandre Leduc compte parmi les parlementaires au sein de cette commission spéciale.

«Ma crainte, c'est qu'on fasse cette commission à propos des jeunes, mais en oubliant d'écouter les jeunes», laisse tomber M. Leduc, en entrevue au Soleil.

Spécialistes, scientifiques, enseignants, parents, experts de toutes sortes, la commission accueillera à bras ouverts les conseils et commentaires des adultes connaissant en la matière.

Mais les jeunes, eux?

«Je viens de recevoir la revue de presse de 35 pages d'articles et d'éditoriaux sur le sujet, mais on entend surtout les adultes», a-t-il constaté.

Jusqu'à la publication mercredi d'un sympathique micro-trottoir réalisé par La Tribune auprès de jeunes de la fin du secondaire, à Sherbrooke.

Bons et mauvais côtés

Lui-même papa d'une fillette de six ans qui termine sa maternelle, le député Leduc voit bien qu'elle est «obsédée» par les téléphones de ses parents.

Mais il veut éviter à tout prix que la commission tourne en séance de bonne morale et de jugement à l'égard des jeunes et de leur utilisation des écrans. Un long sermon d'une génération à une autre.

Âgé de 39 ans, il donne en exemple la panique entourant les jeux vidéo violents à l'époque où il était lui-même enfant et adolescent. Une surenchère «exagérée», selon lui.

«On a joué à Mortal Kombat sans devenir des tueurs sanguinaires», dit-il aujourd'hui.

L'élu solidaire tient donc à ce que la commission fasse la place belle aux jeunes, à leurs idées, leurs points de vue et leurs expériences. Les mauvais côtés, comme la santé mentale et l'intimidation. Mais aussi les bons, comme l'esprit de communauté et l'acquisition de nouvelles compétences.

Aller où ils sont

La commission spéciale devra aller écouter des adolescents ou de jeunes adultes qui viennent tout juste de sortir de cette période, insiste-t-il.

Aller chercher les jeunes où ils sont.

«Est-ce qu'il faut lancer un appel sur les différentes plateformes? Faire un live sur Instagram? Je ne sais pas, mais il faut être ouverts à la nouvelle réalité.»

— Alexandre Leduc, député de Québec solidaire

M. Leduc propose de faire une tournée virtuelle sous la forme d'une série d'assemblées en ligne dans toutes les

régions du Québec. Le genre de moyens élargis dont dispose une commission spéciale.

Aller visiter certaines classes? S'associer avec les maisons des jeunes?

La création d'un comité consultatif composé de jeunes fait aussi partie de ses idées pour arriver au meilleur résultat possible avec cette commission parlementaire spéciale.

«Il faut trouver des façons innovantes d'entendre les jeunes», résume l'élu solidaire.

M. Leduc compte de plus sur l'aspect plus neutre d'une telle commission pour se permettre certains détours dans l'organisation des travaux et dans la rédaction du rapport final pour obtenir un portrait le plus fidèle à la réalité des jeunes.

# Des jeunes veulent empêcher un transfert massif d'école

## Près d'une centaine d'entre eux pourraient terminer leur secondaire ailleurs

**Des jeunes de 4<sup>e</sup> secondaire dénoncent la rigidité bureaucratique de leur école qui veut forcer plus de 90 d'entre eux à terminer leur parcours ailleurs, même si cela les isole ou les empêche de suivre le programme choisi.**

**DOMINIQUE SCALI**  
Le Journal de Montréal

« Mon envie d'aller à l'école a descendu à zéro », écrit Alexandra Ballesteros, 16 ans, dans une lettre envoyée à la direction de l'école Horizon-Jeunesse, à Laval.

L'an prochain, elle vivra son bal de finissants loin de ses amies puisqu'elle est la seule de son cercle qui doit changer d'école.

Elle fait partie des 94 élèves de 4<sup>e</sup> secondaire qui avaient demandé à rester à Horizon-Jeunesse mais qui devront terminer leur parcours à Odyssee-des-Jeunes, à 3 km de là.

Les élèves et parents reprochent à l'école d'avoir refusé toutes les demandes, sans égard aux situations particulières.

Une mère témoigne par exemple que son fils dyslexique avait enfin réussi à avoir un « réseau d'apprentissage stable ». Elle craint maintenant pour sa persévérance scolaire.

« Je venais vraiment ici pour le hockey »,

dit Théo Bérubé, qui n'aura plus accès à cette concentration dans l'autre école.

Plusieurs critiquent le fait d'avoir à dépenser pour se procurer un nouvel uniforme pour une seule année ou de devoir faire le deuil du voyage scolaire pour lequel ils avaient économisé.

### FAUX ESPOIRS

Jusqu'à cette année, les élèves du quartier Vimont-Auteuil faisaient leur 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> secondaire à Odyssee-des-Jeunes, puis leur 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> secondaire à Horizon-Jeunesse. Les aires de desserte seront modifiées de façon à ce que chaque école accueille des classes de la 1<sup>re</sup> à la 5<sup>e</sup> secondaire.

Les élèves et leurs parents savaient que ce changement approchait, mais à de multiples reprises, on leur a fait miroiter que leur jeune pourrait terminer son secondaire à la même école, ont témoigné cinq parents, dont certains qui ont porté plainte.

Lors de la réinscription en février, l'école écrivait que, même s'il n'y a pas de garantie, les élèves « en fin de parcours » seraient « priorités », peut-on lire dans le message envoyé aux parents.

« Ils nous ont donné beaucoup d'espoir toute l'année. Puis, finalement, personne [d'entre nous] n'a été priorisé », résume Bianca Doire, 16 ans, à propos de la déci-

sion qui est tombée il y a un peu plus de deux semaines.

Plutôt que de rester les bras croisés, elle et trois autres élèves ont décidé de lancer une pétition.

« Ne serait-ce que pour gagner deux places », lance Mélodie Conil, 15 ans.

En quatre jours, elles ont recueilli plus de 300 signatures d'élèves. Une version en ligne en a recueilli plus de 760.

De son côté, le Centre de services scolaire de Laval assure vouloir prioriser les élèves de 4<sup>e</sup> secondaire, mais explique que l'école Horizon-Jeunesse aura moins d'espace que prévu à la rentrée en raison de travaux d'aménagement qui ont pris du retard.

Le directeur général Yves Michel Volcy admet par courriel que la situation est « particulière ». Une « analyse rigoureuse » des plaintes déposées est en cours et chacune des demandes sera réévaluée.



## Poillievre demande de refuser l'exemption au centre de consommation

**RAPHAËL PIRRO**

Bureau parlementaire

Pierre Poillievre demande au gouvernement fédéral de refuser l'exemption demandée par la Maison Benoît Labre, ce centre d'injection et d'inhalation supervisées situé à côté d'une école primaire et d'un CPE dans le quartier de Saint-Henri, à Montréal.

Dans une lettre au ministre fédéral de la Santé, Mark Holland, le chef conservateur souligne que des enfants « craignent d'aller à l'école en raison de l'explosion de l'itinérance et de la drogue dans les rues de Montréal », au point où les enfants bénéficient d'une escorte policière lors de promenades.

« Ainsi, pour assurer la sécurité des Québécois et celle de leurs enfants, vous devez immédiatement refuser ou révoquer l'exemption accordée par votre gouvernement au centre d'injection supervisée à Montréal, lui permettant d'opérer à

proximité d'une école primaire et d'une garderie », écrit M. Poillievre.

Selon le site de Santé Canada, la demande de la Maison Benoît Labre pour une exemption au Code criminel pour la consommation de drogues dures en est toujours au « stade d'examen – en attente de renseignements clés pour prendre une décision ».

### SINGH INQUIET AUSSI

Bien que son parti appuie l'idée d'accorder un accès aux drogues dures aux personnes dépendantes « pour sauver des vies », le chef du NPD, Jagmeet Singh, juge que la proximité des centres avec les établissements mérite réflexion.

« Si c'est vraiment proche d'une école, où ça crée une menace, une vraie menace pour les étudiants, pour les enseignants, ça, c'est quelque chose qu'on doit régler », a indiqué le chef mercredi.

Interpellé en début de journée par *Le Journal*, le bureau du ministre Holland a refusé de donner suite à la lettre du chef conservateur, s'en remettant à la ministre responsable de la Santé mentale et des Dépendances du Canada, Ya'ara Saks.

Le bureau de cette dernière n'avait pas répondu à notre demande avant notre heure de tombée.

## Actualités

# Secteur public: entente de principe pour 27 000 fonctionnaires membres du SFPQ

Par Lia Lévesque, La Presse Canadienne

**Une entente de principe est finalement intervenue entre Québec et le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), qui représente quelque 27 000 fonctionnaires.**

Le grand syndicat indépendant était l'un des rares des secteurs public et parapublic à n'avoir toujours pas réussi à conclure d'entente avec le gouvernement du Québec pour renouveler sa convention collective.

L'entente de principe est intervenue dans la nuit de mardi à mercredi.

«Nous sommes parvenus à une proposition d'entente de principe avec le SFPQ représentant plus de 26 000 fonctionnaires. Nous avons maintenant des ententes avec près de 85 % des salariés des secteurs public et parapublic», s'est réjoui la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel.

**Le projet d'entente sera soumis vendredi à une instance intermédiaire du SFPQ, le conseil de négociation.**

S'il obtient son aval, il sera soumis aux membres afin qu'ils se prononcent «le plus rapidement possible», a fait savoir le SFPQ mercredi.

Fait rarissime dans son cas, le SFPQ avait commencé à consulter ses membres pour obtenir un mandat de moyens de pression lourds pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée.

Si son conseil de négociation entérine le projet d'entente de principe, vendredi, la tournée des membres pour se prononcer sur ce mandat de grève sera transformée en tournée pour se prononcer sur l'entente de principe.

En plus des augmentations de salaire, pour le SFPQ, le télétravail était un enjeu prioritaire.

Le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec représente quelque 27 000 fonctionnaires dans les différents ministères, ainsi que dans des organismes gouvernementaux comme la Société de l'assurance-automobile du Québec (SAAQ), la Commission des normes de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ).

### Et les autres

Cette entente de principe au SFPQ survient quelques jours après celle des 26 000 membres du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

Dans les grandes organisations syndicales, il reste maintenant la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), qui n'a toujours pas réglé pour ses 80 000 membres, infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques.

D'autres n'ont toujours pas réglé, comme la Fédération de la santé, affiliée à la CSQ, qui représente également des infirmières, ainsi que 2000 salariés qui travaillent dans le Nord pour les commissions scolaires Crie et Kativik, membres de la CSQ.

# Autre mandat d'Éric Gingras à la CSQ: «une preuve de force d'écouter ses membres»

Lia Lévesque, La Presse Canadienne

MONTRÉAL - Alors qu'il amorcera bientôt un second mandat de trois ans à la présidence de la CSQ, Éric Gingras trace un bilan positif de la dernière négociation du secteur public. Et, bon joueur, il refuse de fanfaronner et de blâmer l'organisation rivale, la FAE, qui a été vertement critiquée récemment pour certaines de ses décisions.

Au cours d'une entrevue avec La Presse Canadienne, en vue du congrès de la centrale qui se déroulera du 26 au 29 juin à Québec, M. Gingras s'est penché sur le syndicalisme et l'éducation, notamment.

Les syndicats affiliés à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) proviennent tous de la CSQ, qu'ils ont quittée au fil des ans, évoquant différentes raisons.

Or, la CSQ est loin d'avoir été écorchée comme l'a été la FAE, dont les membres ont débrayé durant un mois, sans fonds de grève, pour parvenir à un résultat similaire à celui de la CSQ, dont les membres n'ont débrayé que durant huit jours, avec le front commun intersyndical.

Plus récemment, la FAE a subi une fronde de ses membres, mécontents du fait qu'elle conteste devant les tribunaux la Loi sur la laïcité de l'État, en se servant des cotisations syndicales de ses membres, et ce, sans les avoir consultés sur cet enjeu politique controversé.

Oui, c'est vrai, ils étaient chez nous (avant, les syndicats de la FAE). Mais je ne vais pas répondre oui sur le fait qu'on rit dans notre barbe. Je pense que le mouvement syndical, c'est un mouvement qui est important au Québec. Je peux regarder et refléter sur ce que nous, on fait. Et ce qu'on a démontré au Québec, dans les derniers mois, les dernières années, c'est le leadership de la CSQ en éducation, a lancé M. Gingras.

Est-ce que la CSQ pourrait contester une loi devant les tribunaux sans consulter ses membres?

Quand arrive un projet de loi, la CSQ va regarder ses positions historiques, les positions qu'elle détient, adoptées en congrès, des positions qui ont été discutées démocratiquement. Après ça, on fait notre mémoire (sur

un projet de loi). Par contre, s'il y a quelque chose qu'on évalue qui est polémique ou que la décision ou l'orientation date d'il y a trop longtemps, on va préférer retourner voir les membres avant d'aller plus loin, assure M. Gingras.

C'est pas une preuve de faiblesse, au contraire, c'est une preuve de force d'écouter les membres, quitte à changer de direction en cours de route, s'il le faut, plaide le président de la centrale de 225 000 membres.

## Fonds de grève

Reste que, lors de la dernière négociation, la CSQ non plus n'avait pas de fonds de grève comme centrale, bien que certaines de ses fédérations et affiliés en avaient un.

C'est une orientation de congrès d'avoir cette réflexion-là pour les prochains mois. On va le faire à court terme, parce qu'on ne veut pas étirer ça trop longtemps. Ce sur quoi le congrès va statuer, c'est le fait de tenir cette réflexion-là, a précisé M. Gingras.

Le congrès de la CSQ se déroulera du 26 au 29 juin et réunira 1000 participants.

## Réfléchir à l'éducation

L'éducation a défrayé les manchettes ces derniers mois: formations écourtées pour les enseignants, cellulaire en classe, violence à l'école, intégration des élèves en difficultés, classes bondées, pénurie de personnel, intelligence artificielle et autres.

On pense qu'on est dû pour une grande réflexion. Pas gérer à la petite semaine, mais le mettre dans un contexte: qu'est-ce qu'on veut de l'école au Québec? , conclut M. Gingras.

Je pense que dans les prochains mois, il faudra être en mesure d'avoir ces discussions-là. Parce que quand on le fait par petits bouts, comme on est en train de le faire présentement, à la fin on ne règle rien et, bien souvent, on fait porter ça sur le dos du milieu.

Les As de l'info

## Comme Les chefs, version ado!

Par Marie Bernier, Les As de l'info

**CONTENU JEUNESSE / «Je vous demanderais de tout arrêter!» Cher As, es-tu, comme moi, un mordu de l'émission Les chefs? Eh bien sache que les jeunes ont aussi droit à une compétition culinaire très... relevée! Ça s'appelle la grande finale des Brigades culinaires, et ça avait lieu dimanche dernier, 2 juin, à Montréal. Je suis allée voir les cinq écoles secondaires qui s'affrontaient. Des ingrédients mystères, un temps limité, des juges, des rebondissements, de l'émotion, un prix incroyable... tout était là! Je te raconte cette folle journée en photos!**

Celui qui parle avant le début de la compétition, c'est Jean-François Archambault. C'est le fondateur de La Tablee des Chefs, un organisme qui lutte contre le gaspillage alimentaire. Et selon lui, un bon truc pour ne pas jeter de nourriture est d'apprendre aux jeunes à cuisiner! C'est comme ça que sont nées les Brigades culinaires. C'est une activité parascolaire qui est offerte dans près de 300 écoles secondaires, surtout au Québec, mais aussi dans le reste du Canada. Et les cinq meilleures brigades s'affrontent!

5,4,3,2,1... c'est parti! Les cinq brigades viennent de découvrir leurs trois ingrédients mystères: des hauts de cuisse de poulet, des asperges et de l'oignon rouge. Les jeunes cuistots doivent rapidement déterminer leur recette, car ils n'ont que 55 minutes pour créer un plat principal! L'équipe des Jaunes représente la St. James Catholic High School, la seule école ontarienne de la compétition cette année.

Ensuite, direction le garde-manger! C'est là que les équipes peuvent trouver d'autres ingrédients, mais il n'y en a pas nécessairement en quantité suffisante pour tout le monde! Il faut donc faire des choix, et vite! Sur la photo, tu peux voir les élèves de l'école des Pionniers de Trois-Rivières, qui forment l'équipe des Bleus.

Eve est la cheffe de sa brigade, les Rouges! À 14 et 13 ans, ces élèves de l'école Ozias-Leduc de Mont-Saint-Hilaire sont les plus jeunes de la compétition. Impressionnant! La maman d'Eve me confie être plutôt rassurée de savoir qu'il y aura des asperges au menu: «Eve a réussi à en faire manger à sa grande sœur qui n'aime pas ça d'habitude!»

Ça sent déjà bon dans la cuisine de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec! C'est dans cette école de Montréal qu'a lieu la compétition. Certains des plus grands chefs du Québec ont étudié ici! Alors pas question de mal paraître. On voit d'ailleurs que l'équipe orange, qui vient de l'école des Trois-Saisons, à Terrebonne, prend bien soin de faire sa vaisselle au fur et à mesure. Bien vu, les filles!

C'est nul autre que Ricardo qui anime la compétition! La grande finale des Brigades culinaires est un événement qui lui tient énormément à cœur. «Il n'y a rien qui me ferait manquer ça. Même si je n'avais pas dormi les quatre dernières nuits, je serais là!» m'assure-t-il. Lui-même a commencé très jeune à cuisiner: «J'ai commencé à inventer des recettes à 6 ou 7 ans. Ma mère cachait les ingrédients! J'étais nul en sports, nul en tout, mais en cuisine... c'était mon talent.»

Les parents et les accompagnateurs peuvent observer les jeunes chefs, mais en retrait et, bien sûr, sans leur parler! Certains adultes sont très nerveux. J'en entends même un dire à la blague: «Je suis sur le bord de la crise cardiaque!»

L'équipe des Verts, provenant de l'école Antoine-Bernard de Carleton-sur-Mer, en Gaspésie, a décidé de faire une ballotine. C'est une technique compliquée, qui nécessite d'emballer sa viande comme un cadeau avant de la faire cuire. Est-ce que leur audace impressionnera les juges? C'est ce qu'on découvrira plus tard!

Parlant des juges, en voici deux! À droite, c'est le chef Michael Ho, qui a participé à l'émission Les chefs l'an dernier. Ça doit être très spécial de passer de

concurrent... à juge! «C'est super excitant de voir la relève», m'a confirmé Michael. Ce qui est le plus important selon lui dans ce genre de concours? «Il faut vraiment calculer le temps, et si quelque chose ne marche pas, changer de plan.»

Justement... «Plus que 10 minutes!» annonce Ricardo. Catastrophe! Les Verts réalisent que leur poulet n'est pas cuit. Servir aux juges cette viande crue, c'est impensable! Vite, les filles passent en mode solution. Elles décident de couper la ballotine et de la faire griller.

Les dernières secondes sont consacrées à la présentation. Chaque équipe doit livrer cinq assiettes identiques. Y parviendront-elles?

C'est terminé, on ne touche plus à rien! Tout le monde a réussi à finir à temps, ouf! À présent, chaque équipe doit présenter son plat à Ricardo, aux juges, ainsi qu'au ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, qui n'a rien manqué de la compétition. Intimidant, tu dis?

C'est maintenant l'heure de la dégustation.

Chaque juge goûte à tous les plats et prend des notes selon une grille très détaillée. Parmi les éléments évalués: la coupe de la viande, l'assaisonnement et la beauté de l'assiette.

C'est l'heure de vérité! Toutes les équipes sont réunies pour le dévoilement des gagnants. Le premier prix est très alléchant: un voyage à Paris, pour affronter la meilleure brigade française!

Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a de bons mots pour toutes les équipes. «Peu importe votre position, c'est extraordinaire. Il y a au-dessus de 1500 brigades, et vous êtes parmi les finalistes. Ne perdez pas ça de vue, parce que vous êtes déjà des gagnants». Il fait aussi rire la foule quand il avoue qu'il n'est pas très bon

cuisinier lui-même, mais qu'il est un excellent laveur de vaisselle!

Les juges donnent d'abord leurs commentaires. Ils mentionnent les points forts de chaque équipe, puis identifient un point à améliorer. Bernard Lavallée, que tu connais peut-être sous le nom de Nutritionniste urbain, faisait aussi partie du jury. Il souligne à quel point chaque équipe a bien travaillé. Mais qui remporte la première place et le voyage à Paris? Roulement de tambour...

Eh oui, les Verts! Nos Gaspésiennes ont été le coup de cœur du jury. Et ce, même si leur idée de départ, les ballotines, n'a pas fonctionné comme prévu! Quand je demande à Emy, Capucine, Alice et Frédérique quel était selon elle l'ingrédient de leur victoire, je m'attendais à ce qu'elles me répondent quelque chose comme la communication, ou l'esprit d'équipe... Mais très terre à terre, elles me répondent: «nos patates»!!

Que d'émotions! J'en profite pour demander à Ricardo si, adolescent, il aurait participé à une telle compétition. À ma grande surprise, ses yeux deviennent humides. «Je n'aurais jamais été capable. Je les trouve forts. Ils ont ce qu'à travers La Tablée des Chefs, on rêve de leur transmettre: l'estime de soi, avoir le guts de se dépasser».

Si jamais tu entres au secondaire l'année prochaine et que tu aimes la cuisine, tu pourrais peut-être faire partie d'une Brigade culinaire, toi aussi! 25 écoles de plus participeront au programme à la rentrée 2024. Mais sache que rien ne t'oblige à participer à la compétition! Tu peux très bien seulement participer aux ateliers en parascolaire. À moins que ce photoreportage ne t'ait donné... le goût! 😊

Et toi, as-tu une recette spéciale que tu aimes faire pour impressionner tes proches ou leur faire plaisir? Viens répondre sur le site des As de l'info!



Le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville (Victor Diaz Lamich)



(Victor Diaz Lamich)

Télé et radio

## N'oubliez pas de vous soiedenter avant de rencontrer votre balentin!

Par Ian Bussières, Le Soleil

**N'oubliez surtout pas de vous soiedenter avant d'aller rencontrer votre balentin, surtout si vous êtes un plaisard! L'animateur bien connu Pierre-Yves Lord pourra vous expliquer le sens de cette phrase qui comprend les trois meilleurs néologismes forgés par des élèves d'écoles secondaires québécoises à l'occasion du concours annuel de créativité lexicale de l'Office québécois de la langue française (OQLF).**

Ambassadeur du concours pour une troisième année, Lord, qui anime aussi l'émission *100 Génies* à Radio-Canada, a rencontré mercredi les élèves de deuxième secondaire de l'École Jésus-Marie de Beauceville, à qui l'on doit le terme plaisard ou plaisarde, ceux de troisième secondaire de l'externat Sacré-Cœur de Rosemère qui ont créé le mot *balentin* ou *balentine* ainsi que les élèves de troisième secondaire de la Polyvalente Benoît-Vachon de Sainte-Marie, responsables du néologisme *soiedenter*.

«Ça tombe bien, parce qu'on est dans la période des bals des finissants et que *balentin* désigne une personne qui en accompagne une autre à un bal. Même si on peut y aller entre amis, on a gardé une petite touche romantique avec ce clin d'œil à la fête de la Saint-Valentin. Quant au verbe *soiedenter*, il n'existait pas en français de verbe pour qualifier l'action de «se passer la soie dentaire» alors qu'il y a le verbe *floss* en anglais», explique l'animateur originaire de Québec. Finalement, le plaisard est une personne dont les actions sont motivées par une volonté de plaire aux autres, souvent au détriment de ses propres besoins, sentiments ou intérêts. «C'est l'équivalent de l'expression anglaise *people pleaser*, quelqu'un qui veut plaire à tout prix», poursuit-il.

### Créativité

«J'adore ce concours, car ce ne sont pas nécessairement des élèves super performants, mais des jeunes qui ont eu une bonne idée et ont suivi les instructions du prof. Car il y a tout un processus créatif avant d'arriver avec un néologisme et ça vient nous rappeler que la langue, ça n'appartient pas seulement aux sages de l'Académie française, c'est quelque chose

de vivant qui évolue sans cesse», poursuit Lord en mentionnant l'impact des nouvelles technologies sur la langue française.

**«Des termes comme hameçonnage, courriel, vidéoconférence ou pourriel n'existaient pas en 1815, mais sont maintenant d'usage courant. Alors, imaginez tout ce que la venue de l'intelligence artificielle, par exemple, amènera comme nouveaux mots.»**

— L'animateur Pierre-Yves Lord, ambassadeur du concours de créativité lexicale de l'OQLF

«Il ne faut pas être fermés aux néologismes, il faut les prendre comme lorsqu'on découvre un nouveau breuvage», indique l'animateur, qui voit aussi dans de telles initiatives des façons positives de faire la promotion de la langue française.

«Mon approche par rapport à la langue dans ce concours, c'est que je ne le vois pas comme quelque chose qui est en opposition à l'anglais. Je veux juste ramener la notion de plaisir en créant de nouveaux mots plutôt que des réprimandes et rappeler aussi aux jeunes qu'on peut être créatifs avec la langue», indique l'animateur.

### Été occupé

Pierre-Yves Lord aura par ailleurs a un été très occupé avec l'animation des fêtes de la Saint-Jean à Montréal, l'enregistrement de la nouvelle saison de *100 Génies* qui débute à la fin du mois de juin et le retour de *Plaza Plaisir* à Télé-Québec, sans oublier l'animation du gala des Gémeaux, où il sera de retour.

«Alors que tout le monde se prépare à ralentir, je le vois avec ma blonde qui est prof, moi j'ouvre la machine après avoir été plus relax au début de l'année. Je me considère comme choyé d'avoir des projets qui se renouvellent alors que j'ai beaucoup de collègues qui vivent des moments difficiles à la télé», explique-t-il, soulignant qu'il en connaît maintenant un peu plus sur le marathon qui mène jusqu'à la soirée des Gémeaux.

«C'est un gros travail d'équipe, c'est aussi gros que la première année, mais je dirais que là, il y a moins de terreur puisque je l'ai déjà vécu. La première fois, tu ne sais pas trop à quoi t'attendre, tu as une vision tunnel et tu essaies de te dire que tu n'es pas terrorisé! Cependant, ce n'est pas moins énervant ni moins excitant de vivre cette aventure de nouveau», termine-t-il.

# School boards seen as key in Legault fight

ANDY RIGA

Quebec anglophones must turn out in force in school board elections to fight off a “very hostile” provincial government, Liberal MP Anthony Housefather says.

“A community would not exist without its institutions — and there’s no institution more important to minority language groups than our schools,” Housefather said Tuesday night.

“We are faced with a Quebec government that has shown us over the last number of years that it is very hostile to our interests. This is very unfortunate, but we can overcome.”

Housefather was speaking at a Quebec English School Boards Association meeting about running and voting in the Nov. 3 elections at nine English boards.

The boards have clashed with Premier François Legault on several fronts.

The CAQ government is trying to eliminate the elected anglophone institutions. It has already scrapped French boards, replacing them with school service centres controlled by the province.

English boards went to court, arguing the overhaul is unconstitutional because it infringes on the anglophone community’s right to manage and control its schools.

The Quebec Superior Court ruled in favour of English boards. Quebec is appealing.

Housefather, a former head of the anglophone rights group Alliance Quebec, said a strong voter turnout is important, as is having many candidates on ballots.

“If the turnout is four or five per cent, the Quebec government will go and say, ‘See, we told you these schools should be service centres

because nobody cares,’ ” Housefather said.

With a high turnout rate, “people will say, well, that community cares about its schools.”

Housefather lauded English school boards for “stepping in” to counter Coalition Avenir Québec government laws that target minority rights.

That includes the “outrageous” ban on public servants wearing religious symbols, he said — and “cockamamie” language legislation that would require English boards to communicate with other anglophone institutions in French.

Parents whose children are in public English schools are supposed to be automatically registered on the electoral list. With some exceptions, voting is also open to any other Quebecer who does not have children in the French public system.

QESBA president Joe Ortona said the elections are critical to the vitality of Quebec’s English-speaking community. “The reality is that school boards are the last instance of government that belong to our community, and schools are often at the heart of community life.”

As chair of the English Montreal School Board since 2020, Ortona has championed legal challenges against the Legault government.

“Our court cases get the headlines, but commissioners have a much bigger role than that,” he said.

The English boards serve 100,000 students in more than 300 schools across Quebec.

“Each board has its unique demographics, orientations and history. All of them share a ... sensibility to delivering public education services with equal regard for the needs and wants of all students,

parents and staff.”

He said “school boards are as strong as the community we represent. That’s why we need talented people with different skill sets to come forward ... and then we need people to get on the electoral list and to vote.”

Ortona added: “A high voter turnout will show the broader community we value our school systems. And, to put it mildly, the government does little if anything to encourage voter turnout.”

Katherine Korakakis, president of the English Parents’ Committee Association, encouraged parents to present themselves as candidates and to vote.

“We have to care and we have to show up,” Korakakis said. “It’s not enough to just complain and go on social media and write a post. What you have to do is put your money where your mouth is.”

## WHO CAN VOTE?

Voters must be adult Canadian citizens who have lived in Quebec for at least six months and reside in the school board’s territory.

A parent whose child is admitted or has already been admitted to an English school board should be registered on the board’s electoral list, but Elections Quebec recommends they confirm their status.

A Quebecer who does not have a child in either an English board or a French school service centre will be registered by default in their local French service centre. They can, however, choose to be registered on their local English school board’s electoral list.

This includes anglophone and francophone parents who previously sent children to French public schools but now want to vote in English boards.

Parents with a child in a French school service centre cannot vote in English board elections.

## WHO ORGANIZES THE ELECTIONS?

Working under rules set by the



Quebec government, returning officers of each English school board are responsible for organizing and holding elections on their territory.

They work with Elections Quebec on issues such as candidates' political financing and electoral expenses.

#### **HOW DO YOU UPDATE THE ELECTORAL LIST?**

Quebecers can contact Elections Quebec to check if they are on the voters' list.

They can also reach out to their local school board or consult flyers to be distributed by mail during the election period.

English boards handle updates to the list. Voters must complete a form and return it to their local board.

#### **KEY DATES**

Elections Quebec has published a detailed electoral calendar focusing on important dates, including:

- Sept. 29 is the last day to submit candidacy forms;
- Oct. 15 is the final day to update the voter list;
- Nov. 3 is voting day.

#### **PREVIOUS ELECTIONS**

In the most recent election in 2021, many eligible voters didn't get a chance to cast ballots.

Many positions were filled by acclamation, with board officials blaming confusion over who could run and pandemic restrictions and delays.

English boards traditionally had much higher voter-turnout rates compared with now-abolished French counterparts.

In 2014, for example, 21 per cent of eligible voters cast ballots in the EMSB election, compared with 4.9 per cent for French boards.

#### **FOR MORE INFORMATION**

QESBA has published information for voters and candidates at [quesba.qc.ca/en/school-board-elections](http://quesba.qc.ca/en/school-board-elections).

School boards are also posting details on their websites:

- Central Quebec School Board
  - Eastern Shores School Board
  - Eastern Townships School Board
  - English Montreal School Board
  - Lester B. Pearson School Board
  - New Frontiers School Board
  - Riverside School Board
  - Sir Wilfrid Laurier School Board
  - Western Quebec School Board
- ariga@postmedia.com*

## Local News

*To ensure the safety of students and staff, all public schools in Quebec will soon be equipped with automated external defibrillators (AEDs). Over \$3 million will be allocated to fund this measure aimed at making schools even safer.*

# Defibrillators in all public schools in Quebec

## Record Staff

To ensure the safety of students and staff,

all public schools in Quebec will soon be equipped with automated external defibrillators (AEDS). Over \$3 million will be allocated to fund this measure aimed at making schools even safer. The announcement was made June 4 by the Minister of Education, Mr. Bernard Drainville, according to a same day release.

This measure follows an information-gathering initiative launched in June 2023 among school organizations to confirm the number of schools already equipped with AEDS. The results indicated that 93 per cent of high schools have at least one AED. However, this proportion drops to 51 per cent for primary schools and 70 per cent for vocational training centres and adult education centres. From now on, 100 per cent of schools will be

equipped with an AED, adding a total of 1,558 defibrillators.

### Additional information

An AED is a portable device that analyzes the heart's electrical activity and eliminates the need for the operator to make arbitrary decisions. If the device determines it is necessary, it delivers an electric shock to the heart, allowing it to return to a normal rhythm.

A few years ago, Dr. Paul Poirier, a cardiologist and full professor at the Quebec Heart and Lung Institute, led a campaign to raise funds from all doctors in Quebec for the purchase and distribution of AEDS for public high schools in Quebec before the start of the 2019-2020 school year.

# Des élèves du primaire sensibilisent à la réduction des GES

Xavier Nicole

**Daphnée Carmel, chargée de projet pour la Coop FA et agente de sensibilisation pour le programme Carbone Scol'ERE, a accompagnée, depuis novembre 2023, des élèves de quatrième à sixième année du primaire (9 à 12 ans) de l'École de l'Odysée dans un projet de sensibilisation sur la réduction des gaz à effet de serre (GES) par la création du balado Un GEst à la fois.**

Initialement, ce projet vient dans le cadre du Programme court de deuxième cycle en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et s'inscrit comme projet pilote du programme Carbone Scol'ERE, qui encourage les élèves de quatrième, cinquième et sixième année du primaire et leur famille à adopter des comportements écoresponsables dans la lutte contre les changements climatiques. L'objectif du projet de balado était d'augmenter le rayonnement actuel des messages produits par les élèves.

## Un projet bâti par les élèves

Ainsi, en collaboration avec les élèves de quatrième et cinquième année de la classe d'Élise Bilodeau à l'École de l'Odysée, située à Saint-Nicolas, Daphnée Carmel a cocréé le balado. Ce sont donc quatre épisodes sous des thèmes différents, soit la consommation, le transport, l'énergie et les matières résiduelles, qui ont été produits.

«Les élèves ont été au centre du projet du début à la fin. C'est eux qui ont tout créé et nous les avons seulement orientés et aidés de temps en temps. Nous avons eu plusieurs ateliers de travail de plusieurs heures depuis le mois de novembre. Ils ont presque tout fait dans ce projet. Le but était de faire un projet rassembleur et c'est mission accomplie. C'est motivant pour eux. Nous sommes très fiers de voir à quel point ils se sont impliqués et ils sont très fiers aussi. Presque à chaque journée depuis le mois de novembre, ils demandaient des nouvelles sur l'avancement du projet et ils avaient hâte de découvrir le résultat final de tous leurs efforts», ont fièrement indiqué Élise Bilodeau et Daphnée Carmel.

D'ailleurs, les élèves participant au projet ont eu la chance de s'impliquer en choisissant eux-mêmes le nom du balado et en aidant à l'élaboration du logo, alors que certains de leurs dessins figurent dans l'arrière-plan. Ils ont aussi écrit les textes et choisi la formule des épisodes avec l'aide d'Élise Bilodeau et de Daphnée Carmel.

«Le projet est une façon pour les élèves de laisser une trace de leurs soucis pour l'environnement. L'effet de sensibilisation est vraiment pour tous les élèves, c'est vraiment super. Ils ont d'ailleurs gagné un prix de la Coop FA dans le cadre du projet. Nos élèves sont évidemment très excités et très fiers de ce qu'ils ont fait», a expliqué Josée LeBel, directrice de l'École de l'Odysée.

Du 3 au 6 juin, un épisode est publié chaque matin dès 8h sur le site [www.baladoquebec.ca](http://www.baladoquebec.ca). L'objectif est maintenant de les rendre accessibles sur Spotify et Apple Podcast prochainement.

# Le Lab-école devient l'École du Boisé-des-Prés

Nom choisi par Maxime Parent, futur élève de l'établissement



Le Lab-École de Rimouski (Photo courtoisie CSS des Phares)



Par Francis Belzile - Collaboration FLO FM 96,5

**Le Lab-école de Rimouski devient l'« École du Boisé-des-Prés ». Au cours des dernières semaines, un concours a été organisé par le Centre de services scolaires des Phares pour déterminer le nom de la nouvelle école primaire.**

Il a été proposé par Maxime Parent, élève de l'école du Grand-Pavois-de-Sainte-Agnès et futur élève de l'école, pour refléter l'emplacement unique de l'établissement.

Située entre un boisé et un vaste champ, l'École du Boisé-des-Prés offre à ses élèves une immersion qualifiée d'unique dans la nature, en plein cœur du quartier des Prés du Saint-Rosaire.

Anciennement une terre agricole, le Centre de services scolaire des Phares estime que le site allie tradition et modernité, créant ainsi un environnement inspirant et harmonieux pour les jeunes apprenants.

Un concours, finissant le 17 juin, sera lancé bientôt pour déterminer le logo de l'école.

À la suite d'un investissement de 44 M \$, le Lab-École Rimouski ouvrira ses portes en septembre prochain. Il comprendra 25 classes primaires et préscolaires.

# Amqui sera l'hôte du 24e Rendez-vous panquébécois de Secondaire en spectacle

Pierre-Olivier Lefrançois



Photo tirée de Facebook - Secondaire en spectacle

**C'est finalement la ville d'Amqui qui accueillera le 24e Rendez-vous panquébécois (RVPQ) de Secondaire en spectacle du 29 mai au 1er juin 2025.**

Plus de 850 jeunes provenant de 16 régions du Québec présenteront un total de 100 numéros à la salle Jean-Cossette, à la salle communautaire et à l'aréna d'Amqui. Six spectacles seront organisés en deux jours.

Le travail est déjà entamé pour le comité organisateur, sous la direction de Lise Arsenault, de Loisir et Sport Bas-Saint-Laurent.

« Le Rendez-vous panquébécois de secondaire en spectacle, c'est en quelque sorte les Jeux du Québec de la culture.

Amqui, attendez-vous à un événement d'envergure avec des jeunes tellement talentueux. Il faut y assister pour le comprendre », souligne-t-elle.

Les détails de la programmation, son porte-parole et ses partenaires seront partagés par l'organisation au cours de l'automne 2024. Ceux qui désirent contribuer au succès de l'événement peuvent le faire en agissant à titre de bénévole, de partenaire financier et plus encore. Les intéressés sont invités à communiquer à l'adresse [j.proulx@mrcmatapedia.quebec](mailto:j.proulx@mrcmatapedia.quebec).

L'événement sera rendu possible grâce à la participation financière de Loisir et Sport Bas-Saint-Laurent, le Centre de services scolaires des Monts-et-Marées, la Ville d'Amqui et la MRC de la Matapédia.

**Communiqué (s)**

## LA FONDATION DE LA RÉUSSITE DU FJORD POURSUIT SA CAMPAGNE DE FINANCEMENT PAR UN TOURNOI DE GOLF

**Saguenay, le 5 juin 2024** – La fondation de la réussite du Fjord a pour but de favoriser la réussite des élèves du territoire du Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay.

Cette année, la Fondation a ajouté une nouvelle cause à sa mission qui est celle d'offrir un repas chaud par jour à la clientèle dans le besoin puisque malheureusement, force est de constater que les besoins en alimentation sont de plus en plus grands pour nos élèves qui arrivent à l'école le ventre vide ou sans nourriture dans la boîte à lunch.

La Fondation de la réussite du Fjord a réalisé en février une première activité-bénéfice dont les fonds amassés sont dédiés à l'achat local d'aliments frais et variés pour la préparation de bons repas pour nos élèves.

La Fondation présente maintenant sa 2<sup>e</sup> activité-bénéfice qui consiste en un tournoi de golf.

L'activité aura lieu : **le 6 juin 2024 à compter de 12h30 au Club de golf de Chicoutimi**

120 joueurs prendront part à ce tournoi qui rassemblera les entreprises et les organisations désireuses de soutenir la Fondation dans sa mission.

### **Le Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay en bref**

Le Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay (CSSRS) met en place des initiatives porteuses pour la persévérance scolaire et la réussite éducative de plus de 11 000 élèves du primaire et du secondaire et voit au transport scolaire de près de la moitié de ces élèves. L'organisation compte par ailleurs près de 6 000 élèves en formation professionnelle et en formation générale des adultes. Le CSSRS dispose d'un parc immobilier d'une cinquantaine de bâtiments répartis sur un territoire de 212 kilomètres linéaires. Il emploie plus de 2 500 employés réguliers, occasionnels et surnuméraires.

- 30 -

**Source :** Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay

**Information :** Louise Noël, coordonnatrice aux communications  
Tél. : 418 698-5000, poste 5245  
Cell. : 418-540-8866  
louise.noel@csrsaguenay.qc.ca